

LGBTIPHOBIE



nophobie

RAPPORT R LES BTIPHO 26

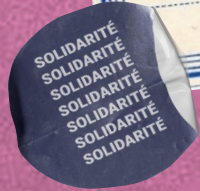
Dans
l'hom
aggr
com
(ex :
vol



RAPPOR



DOSSIER DE
PRESSE
2026





SOMMAIRE

<u>ÉDITORIAL</u>	4
<u>SYNTHÈSE GÉNÉRALE</u>	5
<u>MÉTHODOLOGIE</u>	7
<u>LE CORPS COMME CIBLE</u>	9
<u>DES BLAGUES PAS SI INOFFENSIVES</u>	11
<u>LGBTIPHOBIES EN MILIEU SCOLAIRE :</u>	
<u>LE TEMPS DE L'ACTION</u>	12
<u>À PROPOS DE SOS HOMOPHOBIE</u>	13
<u>CONTACT PRESSE</u>	14



ÉDITORIAL

SOS homophobie dressait en 2025 un bilan sombre à propos des LGBTIphobies. L'association lançait notamment l'alerte sur la montée de courants réactionnaires et conservateurs véhiculant une parole hostile de plus en plus décomplexée, et entraînant ainsi des violences et des discriminations sociales importantes. Force est de constater qu'en 2026, cette alerte est toujours de mise, voire accentuée par un climat de plus en plus anxieux et délétère.

Ce sont 1 771 cas de LGBTIphobie qui sont répertoriés dans le présent *Rapport annuel* de SOS homophobie, davantage qu'en 2024. Mais ces chiffres ne sont évidemment pas exhaustifs. Au-delà des témoignages qui affluent sur nos dispositifs d'écoute, combien de personnes taisent leur souffrance, par peur ou par résignation ?

Car si les LGBTIphobies ne sont encore que trop présentes dans notre société, elles sont aussi plus insidieuses que jamais. Certes, les agressions physiques et verbales, indéniables, représentent cette année encore une part considérable des témoignages reçus, mais les violences et les discriminations sont aussi présentes au quotidien, là où on prétend ne pas les voir : dans la famille, le voisinage, les lieux publics, au travail, dans les médias... Elles sont partout et prennent mille visages – souvent les plus retors.

Personne ne peut nier la violence du harcèlement qu'a subi Caroline Grandjean-Paccoud, cette enseignante qui a mis fin à ses jours le 1er septembre 2025. Pourtant, les médias, le gouvernement et l'opinion publique ne nomment pas la lesbophobie qui a caractérisé ce harcèlement. Ce qu'on ne nomme pas n'existe pas. Il faut nommer la lesbophobie.

Certain-es ont fait grand cas des « accusations » qui désignaient Brigitte Macron comme une personne trans. Pourtant, la mécanique transphobe qui s'y dissimulait a à peine été dénoncée. Il faut nommer la transphobie.

Certain-es ont adopté – et adoptent toujours – les stratégies les plus odieuses pour glisser de la lutte contre l'homophobie à la promotion de l'homonationalisme. Cette instrumentalisation n'est qu'une façon de maquiller l'homophobie

à des fins politiques, mais ne permet en rien de s'en débarrasser. Il faut nommer l'homophobie.

Il faut les nommer et y adjoindre la biphobie, l'intersexophobie et toutes les violences et les discriminations liées aux orientations amoureuses et sexuelles et aux identités de genre, qui, encore trop invisibilisées, ne disparaîtront pas tant qu'elles ne seront pas pleinement perçues au sein de la société.

C'est contre ces LGBTIphobies que les bénévoles de SOS homophobie s'inscrivent en œuvrant chaque jour au soutien des victimes, à la prévention en milieux scolaires et professionnels, au plaidoyer pour l'égalité. Pour que chacun-e puisse, dans la société, vivre et aimer librement.

Julia Torlet

Présidente et porte-parole
de **SOS homophobie**

SYNTHÈSE GÉNÉRALE

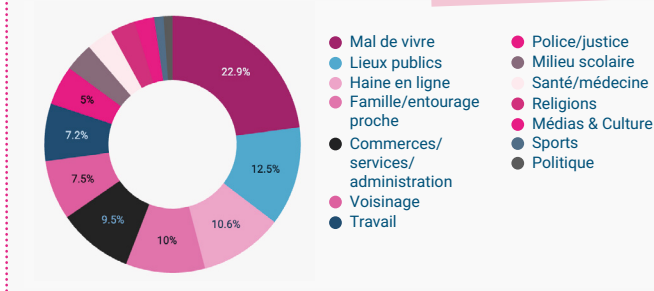
Au cours de l'année 2025, SOS homophobie a recensé 1 771 cas de LGBTIphobie en France. Comme chaque année depuis sa création, le *Rapport sur LGBTIphobies* dresse un état des lieux de ce que vivent les personnes LGBTI dans notre pays. Bien que ce document ne soit pas exhaustif, il permet d'observer des tendances.

Cette 30^e édition du *Rapport sur LGBTIphobies* analyse et traduit la parole des victimes de LGBTIphobies, bien trop souvent réduites au silence, et se veut porteuse de revendications afin d'apporter des changements dans une société parfois trop complaisante face aux violences.

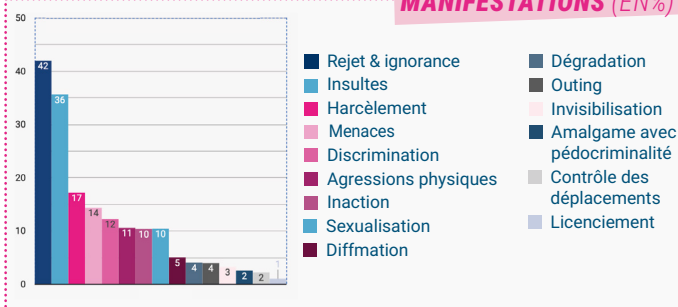
Comme indiqué précédemment, il est impossible de disposer de chiffres réellement représentatifs : cette augmentation n'indique pourtant donc pas forcément une augmentation des cas de violences LGBTIphobes, mais montre néanmoins une certaine libération de la parole des victimes. Malgré tout, cette parole demeure encore très endiguée. En effet, il est impossible de disposer de chiffres représentatifs : une grande partie des LGBTIphobies subies au quotidien n'est pas recensée, et ce pour différentes raisons. Par exemple, il peut être difficile pour certaines victimes de témoigner ; elles peuvent choisir de solliciter d'autres associations spécialisées, notamment dédiées aux personnes trans ou intersexes ; elles peuvent bénéficier d'un soutien suffisant de la part de leurs proches ; elles peuvent aussi tout simplement ne pas ressentir le besoin de raconter leur vécu.

L'association remercie toutes les personnes qui l'ont contactée et qui lui ont fait confiance depuis sa création. Ce Rapport sur les LGBTIphobies, vecteur de leur parole, leur est dédié.

CONTEXTE



MANIFESTATIONS (EN%)



CONTEXTES PRINCIPAUX DES LGBTIPHOBIES

Ce rapport montre que toutes les sphères de la vie d'une personne sont touchées par une multitude de violences – verbales, physiques, psychologiques, économiques, médicales ou sexuelles. Aucun milieu social, aucun lieu n'est épargné par les LGBTIphobies : que l'on soit installé·e en milieu rural, dans une petite ville ou une métropole, que l'on soit en famille, avec des ami·es, au travail ou à l'école, que l'on soit issu·e d'un milieu précaire ou aisé, les bourreaux sont partout.

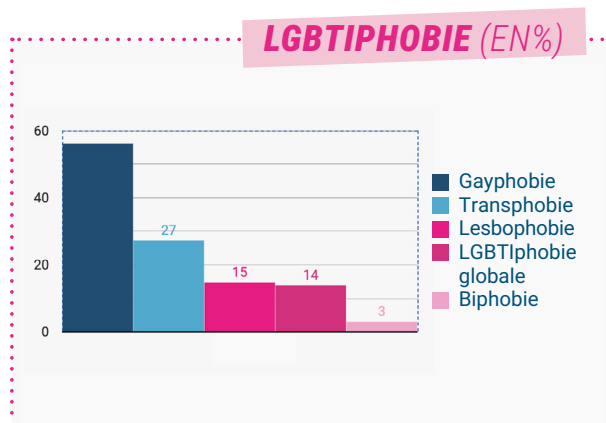
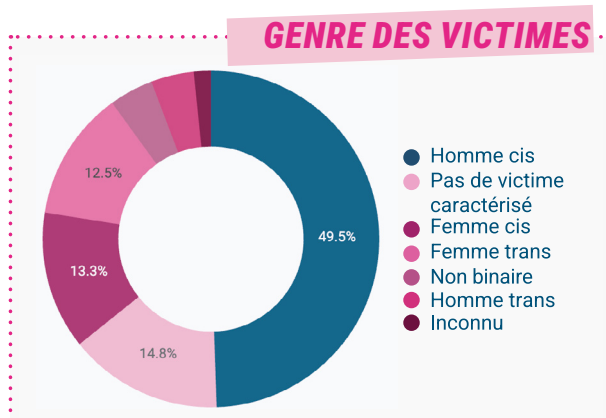
En 2025, les contextes de LGBTIphobie les plus représentés sont les Lieux publics (13 %), la Haine en ligne (11 %), et la Famille et l'entourage proche (10 %). Depuis plusieurs années, la haine en ligne s'est imposée dans le trio de tête des contextes les plus recensés par l'association. Les changements en matière de modération qui ont eu lieu sur les principaux réseaux sociaux jouent un rôle important dans ce phénomène. C'est dans ce contexte de libération de la parole haineuse, sous couvert de liberté d'expression, que SOS homophobie a décidé début 2025 de quitter le réseau social X¹.

¹ SOS homophobie, « Quelle place pour SOS homophobie sur les plateformes X et du groupe META (Instagram, Facebook...) ? », 20 janvier 2025, [\[en ligne\]](#).

Le rejet (42 %), les insultes (36 %) et le harcèlement (17 %) sont les principaux vecteurs de ces manifestations LGBTIphobes, tous contextes confondus.

SOS homophobie, à travers différents canaux d'action, cherche à soutenir les victimes de LGBTIphobies, à prévenir les LGBTIphobies et à militer pour l'égalité des droits auprès des institutions. La formation et la sensibilisation, notamment via des actions d'intervention en milieu scolaire et auprès d'adultes, s'imposent comme un choix logique et indispensable afin d'enrayer la haine de l'autre. Cependant, le travail mené par SOS homophobie et d'autres associations LGBTI et antiracistes rencontre parfois des difficultés pour faire face aux vagues d'acharnement.

PROFIL DES VICTIMES ET SPÉCIFICITÉS DES LGBTIPHOBIES



Les hommes cis représentent 50 % des témoignages recueillis. Cette proportion importante s'explique par l'identité initiale de l'association, qui visait un public d'hommes cis gays. Parmi les autres personnes à avoir témoigné en 2025, 26 % sont des femmes, cis et trans, 4 % sont des personnes non binaires et 4 % sont des hommes trans.

Les témoignages rapportés concernent souvent la transphobie (27 %) et les LGBTIphobies

globales (14 %) : la haine en ligne est, sans aucun doute, un vecteur important de ces « phobies ». La mise en avant des sujets LGBTI, notamment la transidentité, via un prisme biaisé, dans la vie politique et médiatique engendre une polarisation des prises de position. La banalisation et la normalisation des discours LGBTIphobes portés par des personnalités publiques légitiment les propos haineux similaires au sein de la société générale. Dans un monde où le monopole médiatique de personnalités conservatrices est de plus en plus marqué, comment porter la voix, presque inaudible, des associations et des personnes LGBTI tentant de contrer ces discours haineux ?

Bien qu'il existe des lois, des décrets et des règlements protégeant en théorie les personnes LGBTI face aux discriminations et aux violences, il y a des manquements dans leur application et dans celle des peines encourues quand elles sont enfreintes. Il s'agirait de mettre en place ces lois protectrices, ce qui nécessite des moyens dédiés – budget, personnel, etc. –, mais aussi de vérifier leur mise en œuvre par la création d'outils de suivi et l'utilisation de ceux-ci. Pour ne citer qu'un exemple, seules 21 % des mesures du « Plan LGBT+ 2023-2026² » ont été déployées. Leur application repose surtout sur des associations LGBTI, ayant déjà beaucoup à faire et n'ayant pas reçu de soutien financier pour réaliser ces actions.

Le contexte politique français de ces dernières années, très agité, ne laisse pas présager un avenir meilleur pour les personnes LGBTI. Cette édition du Rapport sur les LGBTIphobies est la dernière à paraître avant les élections présidentielles de 2027. Elle s'inscrit dans un climat politique mondial particulièrement anxiogène, où les guerres se multiplient, où les droits individuels sont bafoués, notamment ceux des personnes issues d'une communauté minoritaire. Aujourd'hui, plus que jamais, il est indispensable de se battre pour continuer à faire avancer nos droits, mais aussi de défendre ceux durement acquis.

² Vie publique, « Plan LGBT+ 2023-2026 : une évaluation critique de la CNCDH », 26 mars 2026, [\[en ligne\]](#).

RAPPELS SUR LA MÉTHODOLOGIE

Les données chiffrées du Rapport sur les LGBTIphobies 2026 proviennent exclusivement des 1 541 témoignages reçus par SOS homophobie du 1er janvier au 31 décembre 2025 sur la ligne d'écoute, par courriel via un formulaire en ligne ou par chat. Elles sont également complétées par les dossiers issus de la commission Soutien juridique de l'association. L'interprétation de ces chiffres et le contenu des chapitres s'appuient, en outre, sur :

- le suivi de l'actualité, notamment politique ;
- l'analyse des médias ;
- le travail et l'expertise des différents groupes et commissions de l'association ;
- l'expertise de contributeur·rices invité·es (sections « La parole à... »).

Le Rapport annuel sur les LGBTIphobies n'est pas un recensement exhaustif des manifestations de lesbophobie, gayphobie, de biphobie, de transphobie et d'intersexophobie survenues en 2025, mais le reflet d'une partie de ces LGBTIphobies, perçues à travers les outils de l'association et sa connaissance du terrain. Aujourd'hui encore, de nombreuses victimes ne témoignent pas, et passent sous silence les discriminations et les violences dont elles font l'objet. Contrairement à une enquête sur échantillon représentatif, notre échantillon varie d'une année à l'autre, ce qui impose une grande prudence dans les comparaisons entre les éditions du rapport.

En outre, le niveau de détail permettant de caractériser les victimes et les situations fluctue fortement d'un témoignage à l'autre.

Seuls les thèmes correspondant à plus de 20 cas de LGBTIphobie donnent lieu à des analyses chiffrées et des graphiques. Tous les pourcentages sont arrondis à l'unité, si bien que le total des proportions correspond parfois à 99 % ou 101 %.

Nos services étant centrés sur l'écoute, nous ne remettons pas en cause la parole des victimes. Quelques rares témoignages sont écartés de l'analyse en raison d'affabulations manifestes ou de propos très incohérents.

Les priorités de l'écoute ne permettent pas toujours de demander des informations précises aux appelant·es, et les détails peuvent manquer dans les courriels. En cas de doute, nous ne précisons pas le genre de la victime.

Toutefois, dans une certaine mesure, nous procédons à des interprétations raisonnables de l'identité de genre, voire de l'orientation sexuelle, à partir d'indices (pronoms utilisés, termes du récit, etc.). Ainsi, ne sont considérées comme trans que les personnes qui nous en font mention explicitement, les autres étant présumées cis, ce qui peut induire une sous-représentation.

TÉMOIGNAGES TOTAUX	1 541
TÉMOIGNAGES INTERNATIONAL	142
TÉMOIGNAGES SANS LGBTIPHOBIES	213
CAS TOTAUX (FRANCE)	1 771

LE CORPS COMME CIBLE

Les modalités de rencontre entre hommes gays ou bis ont toujours été variées. Historiquement, les lieux de drague – parcs, espaces publics, etc. – ont constitué des espaces de rencontres, reposant sur des interactions en face à face. L'avènement d'Internet a modifié certaines pratiques. La drague, auparavant en direct, peut à présent se dérouler sur une application de rencontres et se concrétiser dans des espaces physiques – un parc fréquenté par la communauté gay ou le domicile de l'un des utilisateurs.

La simplicité d'accès à des lieux et des applications pour les rencontres entre hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes engendre aussi des situations de vulnérabilité et favorise les agressions homophobes (voir chapitres « Agressions » et « Haine en ligne »). Le mode opératoire est souvent le même : après une discussion sur une plateforme de rencontre, un individu accepte de voir son interlocuteur. Arrivé au lieu de rendez-vous, il se retrouve en face d'une personne ou d'un groupe de personnes, qui profitent de sa surprise pour le menacer, le violenter, le voler, l'extorquer. En 2025, SOS homophobie a recensé 4 % de traquenards homophobes⁴.

« JE SUIS SORTI D'UN MAGASIN. À LA SORTIE, UN MEC M'A VU ET A ESSAYÉ DE M'ENVOYER SON PIED DANS LA TÊTE. »

TAO, JEUNE HOMME TRANS.

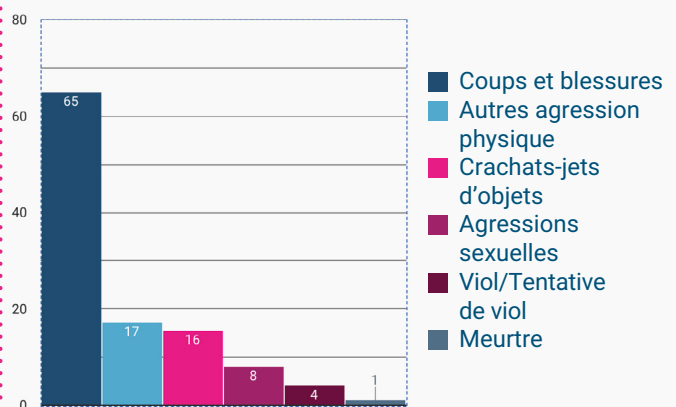
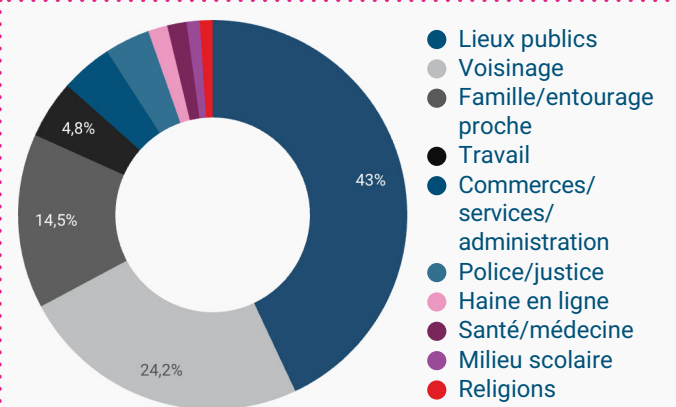
Au-delà de la fermeture des sites facilitant les guet-apens homophobes et la sécurisation des applications de rencontres, il est nécessaire que le gouvernement et les applications de rencontres concernés fassent de la prévention sur ce sujet. C'est notamment pour aller dans ce sens qu'en mars 2026, quelques semaines avant la parution du Rapport annuel sur les LGBTIphobies 2026, quatre applications de rencontres – Grindr, Tinder, Bumble et Happn – ont signé la première charte d'engagement pour la prévention des violences et la sécurité des personnes LGBTI.

Cette charte marque le point de départ d'une démarche collaborative entre les associations LGBTI et les plateformes, appelées à se réunir dans des groupes de travail dédiés. Un bilan annuel des actions menées sera établi par la Dilcrah. La charte s'accompagne d'un guide de

prévention⁵ élaboré par la Dilcrah en lien avec des associations LGBTI, dont SOS homophobie.

Nous espérons que ce premier pas vers une prévention des guet-apens homophobes portera ses fruits, et c'est avec une grande attention que nous nous intéresserons aux bilans annuels de la Dilcrah à ce sujet.

Au-delà de la prévention des actes LGBTIphobes en ligne, et plus particulièrement dans un contexte de rencontre, comment se protéger lorsque les agresseur·ses violent·es peuvent surgir partout – dans les lieux publics (43 %), le voisinage (24 %), la famille et l'entourage proche (15 %) ou encore au travail (5 %) ?



Les Marches des fiertés sont des moments de commémoration et de fête qui devraient apporter un certain répit, mais de nombreuses violences LGBTIphobes, à l'intérieur même des Prides comme à leur marge, nous sont rapportées. Les agresseur·ses attaquent fréquemment les victimes en ciblant leur tenue, leur voix ou leur simple présence.

4 4 % des cas totaux de témoignages de gayphobie enregistrés en 2025. 5 Dilcrah, « Guide de prévention des guets-apens LGBTIphobes », mars 2026, [en ligne](#).

L'orientation sexuelle et l'identité de genre, qu'elles soient réelles ou supposées, ne sauraient justifier des atteintes aux droits fondamentaux des personnes. Ces violences relèvent en réalité des comportements LGBTIphobes, caractérisés par une focalisation irrationnelle et stigmatisante sur les personnes LGBTI, et se traduisent par des actes de moquerie, d'injure ou de violence à leur rencontre.

« MON SALON, MON ESPACE, CE LIEU OÙ JE ME SENTAIS EN SÉCURITÉ, DEVIENT SOUDAIN UNE CAGE OÙ JE SUIS LEUR PROIE. »

YASSINE, VICTIME D'UN GUET-APENS HOMOPHOBE.

La visibilité des personnes LGBTI dans l'espace public dérange. Il y a un facteur aggravant pour les personnes LGBTI qui se montrent en couple comme n'importe quel·le citoyen·ne. Cet aspect concerne davantage les couples perçus comme s'écartant des normes hétérosexuelles. L'orientation sexuelle est plus facilement inférée par les agresseur·ses dans ces cas de figure. Il en résulte des agressions visant à contrôler ces couples pour leur faire regretter la moindre démonstration d'affection. Il est indéniable qu'un travail long et ardu reste à faire afin que les personnes LGBTI soient acceptées dans l'espace public, au même titre que les personnes cis, dyadique⁶ et hétérosexuelles. Cette acceptation peut se développer grâce à une éducation sur les sujets LGBTI, notamment à travers une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Ces programmes sont nécessaires, certes pour les jeunes LGBTI, mais surtout pour l'ensemble des jeunes qui construisent, à l'école, leur rapport à la diversité et au vivre-ensemble et qui, tous·tes, constituent la société de demain. ▲

CHIFFRE MARQUANT

43%

DES CAS D'AGRESSIONS PHYSIQUES ONT LIEU DANS DES LIEUX PUBLICS.

⁶ Qualifie une personne non intersexe.

TÉMOIGNAGES

Ahmed a été agressé par sept personnes après un rendez-vous fixé sur une application de rencontres.

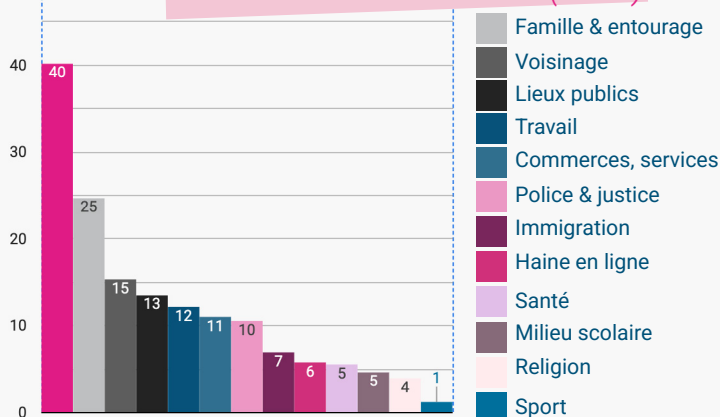
Yassine discute avec un homme sur une application de rencontres. Après quelques échanges, ils se donnent rendez-vous chez Yassine. Ils parlent et tout semble normal. L'homme prétend qu'il a perdu son paquet de cigarettes dans l'immeuble et se dirige vers la porte d'entrée. Deux hommes et une femme entrent alors dans l'appartement. Très vite, les insultes fusent : « Sale pédophile » ; « T'as cru qu'on était comme toi ? » La femme se met à fouiller l'appartement de Yassine. Il trouve un parfum d'intérieur qu'il décide de diriger vers celle-ci pour l'arrêter. Les agresseurs le bousculent, le frappent, le plaquent contre le mur. Yassine écrit : « Mon salon, mon espace, ce lieu où je me sentais en sécurité, devient soudain une cage où je suis leur proie. » Le groupe hostile fouille, vole et ricane en voyant la victime au sol. Après un temps que Yassine ne peut quantifier, les agresseur·ses partent, et il est laissé seul, dans son propre appartement. Il vient de vivre l'horreur. Il a porté plainte, mais la police n'a pas retenu le caractère homophobe de l'agression. Au commissariat, il a croisé un autre homme qui a déposé plainte pour les mêmes faits, survenus juste après son agression.

Fatia témoigne de l'agression dont son fils de 19 ans a été victime : « En sortant d'une boîte de nuit, il a été attaqué par quatre hommes qui l'ont traité de "pédé" et l'ont poursuivi. La police est intervenue et a intercepté les agresseurs, mais il a dû être conduit à l'hôpital. »

Fabien nous écrit pour nous raconter la nuit qu'il vient de passer. Après avoir discuté avec un homme sur Grindr pendant une semaine, il l'invite chez lui. Ce sont finalement deux personnes qui se présentent à lui, le menacent, l'insultent, volent sa carte bancaire et son téléphone et fouillent son appartement.

DES BLAGUES PAS SI INOFFENSIVES

AUTRES CONTEXTES (EN%)



Souvent, lorsque l'on parle de violences LGBTIphobes, nous avons tendance à penser aux passages à tabac relayés par les médias. Pourtant, comme **Marcel** nous le dit si bien dans son témoignage, « les gens ne s'imaginent pas le poids des mots ». Parce que les violences LGBTIphobes, celles invisibles à l'œil nu mais qui laissent des traces dans les psychés des victimes, ce sont aussi les violences dites « ordinaires » : les moqueries des collègues autour de la machine à café, les rires gras des ami·es après une blague LGBTIphobe, ou encore le déni de l'identité sexuelle et/ou de genre par la famille.

En 2025, SOS homophobie a recensé 1 771 cas de LGBTIphobie : 42 % sont des faits de rejet et d'ignorance et 36 % sont des insultes. Une situation est associée au rejet et à l'ignorance lorsqu'elle décrit des moqueries, des brimades, des appels à la haine, des dénigrement et des préjugés véhiculés sur les personnes LGBTI.

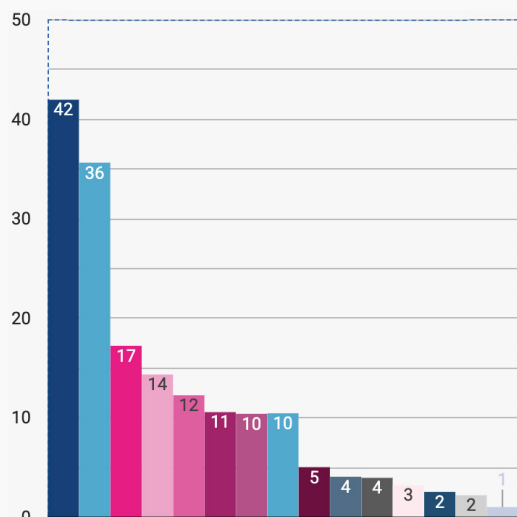
Dans les chapitres « *Famille et entourage proche* », « *Voisinage* », « *Lieux publics* », « *Travail* » et « *Mal de vivre* » du rapport, nous faisons une analyse détaillée de ces mécanismes déshumanisants, qui peuvent détruire la confiance d'une personne LGBTI et alimenter un mal-être.

La discrimination, punie par la loi, peut-être particulièrement sournoise, car elle peut porter atteinte à l'intégrité matérielle ou physique d'une personne, en niant l'accès à un emploi ou à une offre de soins nécessaire.

Dans un contexte où la fenêtre d'Overton ne cesse de glisser vers le conservatisme radical, un combat doit être mené envers ces violences symboliques, qui continuent à faire des victimes chaque jour. ▲

« JE SUIS EN ÉTAT DÉPRESSIF. PARFOIS, JE SUIS ANXIEUX, PARFOIS, SOUS PRESSION. JE SOUFFRE. »

MANIFESTATIONS (EN%)



- Rejet & ignorance
- Insultes
- Harcèlement
- Menaces
- Discrimination
- Agressions physiques
- Inaction
- Sexualisation
- Diffamation
- Dégradation
- Outing
- Invisibilisation
- Amalgame avec pédocriminalité
- Contrôle des déplacements
- Licenciement

CHIFFRE MARQUANT**65%**

DES CAS DE LGBTIPHOBIE COMMIS PAR LE VOISINAGE SONT DES FAITS DE HARCÈLEMENT, ACCOMPAGNÉS DE MENACES LA MOITIÉ DU TEMPS.

CHIFFRE MARQUANT**74%**

DES MANIFESTATIONS D'UN MAL DE VIVRE CONCERNENT LES SÉQUELLES DE LGBTIPHOBIES PASSÉES.

« LES GENS NE S'IMAGINENT PAS LE POIDS DES MOTS. »

MARCEL, EN ARRÊT MALADIE APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'HOMOPHOBIE DE LA PART DE SES COLLÈGUES.

TÉMOIGNAGES

Lilou se confie sur la transphobie qu'elle vit quotidiennement au sein de sa famille. Alors que son frère a accepté sa transidentité, sa mère la rejette complètement. Elle préfère mégenrer volontairement sa fille et recourir à des formes de chantage affectif, la faisant ainsi culpabiliser. Face à cette violence familiale, l'adolescente se renferme et n'ose pas vivre son identité comme elle le souhaiterait. « Ma mère est contente, elle a eu ce qu'elle voulait : que je me soumette et que je joue le rôle du parfait petit garçon. »

Juliette est out auprès de ses ami-es. Fréquemment, elle les entend tenir des propos homophobes au sujet d'autres personnes. Sans questionner leur homophobie, son groupe d'ami-es la rassure : « On ne le fait pas contre toi, car tu es notre amie. »

Eloïse travaille dans le service marketing d'une entreprise. Elle et son équipe préparent la prochaine campagne publicitaire de la structure. Pour cela, iels proposent entre 200 et 300 photos, dont une dizaine représente des couples homosexuels, dans une démarche inclusive. Le directeur de l'équipe a proféré des insultes homophobes, avant de déchirer ces photos.

Sudji est une femme d'une trentaine d'années. Elle habite dans une ville de taille moyenne. Depuis un an et demi, elle subit le harcèlement lesbophobe d'un voisin. Ce dernier l'insulte régulièrement : « Sale gouine, sale pute », et la menace : « On devrait te violer pour te remettre dans le droit chemin » ; « On devrait te tuer, ça ferait un pédé de moins. » Il cause également des dégradations sur sa porte d'entrée, et a lancé une pétition dans le voisinage pour réclamer son départ. « Les autres voisin-es ont peur de lui, et il m'a fait passer pour un monstre », nous dit-elle. Malgré le dépôt de deux plaintes, elle a l'impression que la police ne fait rien. Elle a également cherché du soutien auprès de la mairie ou des assistantes sociales, mais aucune ne lui vient en aide.

LGBTIPHOBIES EN MILIEU SCOLAIRE : LE TEMPS DE L'ACTION

Les LGBTIphobies à l'école et dans l'enseignement supérieur reste encore, malheureusement, bien trop présentes, et ce malgré la mise en place de lignes directrices pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre dans le milieu scolaire⁷ ou encore la création d'un programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Des questions demeurent pourtant sans réponse : quels sont les dispositifs mis en place pour vérifier les bonnes applications de ces circulaires et programmes ? Quels sont les moyens accordés aux établissements pour leur application ? Comment ces textes s'articulent-ils dans les différents territoires de l'Hexagone ? La mort de Caroline Grandjean-Paccoud, directrice d'école victime d'un harcèlement lesbophobe qui aura duré plus de deux ans, a mis en lumière une faiblesse de l'Éducation nationale : l'accompagnement et la protection des victimes de LGBTIphobies en son sein. Que l'on soit professeur·e, élève, directeur·rice ou même parent d'élève, nous ne sommes pas à l'abri des LGBTIphobies en milieu scolaire.

« IL VAUT MIEUX ÊTRE HOMOPHOBES QUE GAY. »

UN ÉLÈVE À UNE SURVEILLANTE.

Face à ce constat, la formation des personnels d'encadrement (enseignant·es, professeur·es, directeur·rices, administrateur·rices, etc.), ainsi que la sensibilisation des élèves sur la question des LGBTIphobies, et notamment de la transidentité, apparaît indispensable. Cela permettrait non seulement de garantir les règles fixées par les circulaires ministérielles, mais aussi d'assurer une prise en charge plus juste et plus humaine des situations de violence en milieu scolaire.

CHIFFRE MARQUANT

36%

DES SIGNALEMENTS LIÉS AU MILIEU SCOLAIRE CORRESPONDENT À DU HARCÈLEMENT. PLUS DE LA MOITIÉ DES VICTIMES SONT MINEURES.

CHIFFRE MARQUANT

56%

LES ACTES LGBTIPHOBES SONT COMMIS EN MAJORITÉ PAR LES ÉLÈVES (56 %), MAIS ÉGALEMENT PAR LE PERSONNEL ENCADRANT (19 % PAR DES ENSEIGNANT·ES ET 27 % PAR LA DIRECTION).

TÉMOIGNAGES

Maxence est étudiant à l'université. Il a subi un harcèlement homophobe tout au long de l'année universitaire, et a déposé plainte contre trois personnes de sa promotion. Plusieurs événements graves ont eu lieu : insultes en public, menaces, guet-apens. Un enseignant, la cellule « violences sexistes et sexuelles », ainsi que l'administration ont été prévenu·es, mais aucune réaction, ou presque, de leur part, voire une volonté d'étouffer les faits. Maxence ressent une intense détresse.

Léa est une collégienne lesbienne, dont l'orientation sexuelle est connue par ses camarades. Elle est harcelée par plusieurs élèves filles qui l'accusent de les regarder « bizarrement », propagent des rumeurs à son encontre et essaient de lui interdire l'accès aux vestiaires féminins. Léa se sent désœuvrée et fatiguée face à cette situation et cherche du soutien auprès d'adultes, mais estime qu'ils ne prennent pas la mesure de la situation.

Nicolas est un jeune homme gay victime de propos homophobes dans le cadre de sa formation. Il a notamment été nommé « le gay de la classe » par ses camarades dans leur groupe WhatsApp commun. L'établissement n'a pas eu de réaction appropriée, malgré ses signalements. Les seules solutions proposées ont été un changement de classe ou des cours à distance, ce qui a poussé Nicolas à arrêter sa formation. Le refus de rupture conventionnelle de la part de l'école compromet aujourd'hui l'obtention de son diplôme et sa situation professionnelle. S'il bénéficie d'un soutien médical et amical, il est très affecté moralement par cette inaction de l'établissement, et envisage des recours et une reconversion en tant que steward.

⁷ Ministère de l'Éducation nationale, « Lignes directrices à l'attention de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale – Pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre dans le milieu scolaire », septembre 2021, [en ligne].

À PROPOS DE SOS HOMOPHOBIE

SOS homophobie est une association loi 1901 nationale de lutte contre les agressions et les discriminations LGBTIphobes.

Créée le 11 avril 1994, à Paris, autour d'une ligne d'écoute et de soutien aux victimes de LGBTIphobies, elle s'est développée autour de trois grands axes : soutenir, prévenir et militer.

- Soutenir les personnes LGBTI victimes de discriminations et d'agressions avec sa ligne d'écoute, l'aide juridique et l'accompagnement des adolescent·es.
- Prévenir la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie en sensibilisant tous les publics par le biais d'interventions en milieux scolaires et professionnels, l'organisation d'événements et de débats, et l'activisme numérique.
- Militer pour l'égalité des droits auprès des institutions avec son Rapport sur les LGBTIphobies, des enquêtes, des manifestations et ses relations institutionnelles.

SOS homophobie compte aujourd'hui près de 1 000 adhérent·es et s'est organisée autour d'une quinzaine d'activités menées par plus de 480 bénévoles réparti·es dans 19 délégations territoriales.

TRENTE ÉDITIONS PORTÉES PAR LES BÉNÉVOLES

En 1997, trois ans après l'ouverture de sa ligne d'écoute des victimes d'homophobie, l'association décide de devenir un observatoire de ces discriminations en France et de publier, chaque année, un rapport sur l'homophobie fondé sur les témoignages qu'elle reçoit. Avec cette 30e édition, elle continue de porter la **voix des victimes de LGBTIphobies auprès des pouvoirs publics, des établissements scolaires, des médias, etc.**

Au fil des années, l'association a élargi ses actions à d'autres discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle. C'est ainsi qu'en 2020, le titre *Rapport sur les LGBTIphobies* est choisi pour mieux représenter la diversité des victimes. Fidèle à ses origines, il est et demeure, à travers les analyses et les

témoignages, cette fenêtre sur la réalité des LGBTIphobies dans notre pays. Cette nouvelle édition change de graphisme, elle se veut plus combative et militante, inspirée par les mouvements queers et sociaux qui provoquent et interpellent.

Mais ce document est aussi un reflet de l'association elle-même, de son évolution, de la rigueur des actions menées, de son importance au niveau national. De grandes étapes ont fait changer ce rapport (forme, structure, thématiques abordées). **Une chose est constante : il a toujours été et reste l'œuvre de militant·es bénévoles.** ▲

CHIFFRE MARQUANT

40 571

TÉMOIGNAGES ONT ÉTÉ
RECUEILLIS PAR NOS DISPOSITIFS
D'ÉCOUTE DEPUIS LA CRÉATION
DE SOS HOMOPHOBIE EN 1994.



CONTACT PRESSE

porte-parole@sos-homophobie.org
Julia Torlet : 06 58 02 11 13

 @SOShomophobie

 SOS homophobie

 @SOShomophobie

www.sos-homophobie.org



SOShomophobie

14, rue Abel
75012 Paris

**CONSULTER LE RAPPORT ANNUEL
SUR LES LGBTIPHOBIES 2026**

